

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-coups-d-Etat-d-hier-et-d-aujourd-hui-en-Amerique-Latine>

Les coups d'État d'hier et d'aujourd'hui en Amérique Latine

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Etats-Unis d'Amériques et ses alliés -

Date de mise en ligne : vendredi 9 septembre 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

C'est certain, le cycle des coups d'État en Amérique Latine n'a jamais été enterré. Une illusion politique a voulu voir avec la fin de la guerre froide le début d'une nouvelle étape. On scrutait à l'horizon un avenir de paix, de stabilité politique et de croissance économique. Le communisme était tombé en disgrâce et le dispositif pour le combattre, les coups d'État, perdaient leur légitimité. À partir de ce moment-là, on pourrait utiliser des mécanismes de gant blanc sans la nécessité de recourir à la violence directe. Les pressions pour renverser un gouvernement démocratique entraient dans l'ère constitutionnelle.

Le coup d'État sanglant et avec comme protagonistes les forces armées n'était plus une option viable. Faire tomber un gouvernement par d'autres voies, même s'il s'agissait encore un coup d'État, ne soulèverait pas autant de suspicion. D'autres institutions pourraient occuper le rôle principal, les militaires avaient accompli leur mission durant la guerre contre « *la subversion communiste* ». A court et moyen terme, les projets démocratiques, socialistes et anticapitalistes n'apparaissaient pas dans l'agenda. « *L'ennemi interne* » avait été neutralisé, quand il n'avait pas été réduit à son expression minimale, par la voie du génocide, de la torture et de la disparition forcée.

Établir des systèmes politiques fondés sur l'économie de marché, promouvoir la doctrine néolibérale et ne pas manquer le train de la mondialisation est devenu un dogme de foi. Les votes se sont substitués aux bottes et les urnes aux mitraillettes. L'ajustement politique a refait le couple libéral-conservateur sous la « nouvelle droite » émergente. Pendant ce temps, la sociale-démocratie a occupé la niche de la gauche, en déplaçant des communistes et les socialistes marxistes. Le débat des alternatives a dérivé vers les pro et contras de l'économie de marché. Le capitalisme avec un visage humain ou sauvage : Keynes contre Hayek.

Le cycle qui a débuté au Brésil, en 1964, où se situent les coups militaires de l'Argentine (1966), de la Bolivie (1973) et de l'Uruguay (1973), n'aurait pas de continuité au Chili. La même année, le 11 septembre, le renversement du gouvernement de Salvador Allende et de l'Unité Populaire a mis en scène un autre projet politique économique. Il a supposé de refonder l'ordre et d'établir les bases d'un nouveau modèle. Le général putschiste Augusto Pinochet affirmerait : « *je n'ai pas de calendrier, mais des buts* ». C'est seulement ainsi qu'on peut interpréter l'échec subi par la dictature lors du referendum de 1988. Le perdre, et accélérer la sortie de Pinochet, était une option contenue dans la Constitution promulguée par la dictature en 1980, vaisseau-amiral de l'actuel système politique chilien. Après le triomphe du « NON », il a gardé le poste de Commandant en Chef des Forces Armées, il a cédé le pouvoir formel, il s'est transformé en sénateur et a fait une déclaration aux médias : « mission accomplie ». Les forces armées pouvaient rentrer dans les casernes. Des lois d'amnistie et de négociations occultes, les blindaient.

Si le Brésil a inauguré les coups d'État civiques-militaires, en 1964, avec les forces armées comme protagonistes, ses ministres de l'Économie n'ont pas cassé le projet de développement de base keynésienne. Nous trouvons la nouveauté dans l'alinéa répressif. Le Brésil a eu le déshonneur de pratiquer la torture de forme scientifique et systématique sous le parapluie de la doctrine de la Sécurité Nationale. La technique du *Pau de arara* (pendaison des pieds et des mains) est son apport. Dilma Rousseff, jusqu'à il y a une semaine présidente du Brésil, renversée par un nouveau type de coup d'État, a été l'une de ses victimes. Aujourd'hui, le Brésil devient un guide pour de nouveaux coups d'État. Ni celui d'Honduras (2009), ni celui du Paraguay (2012) sont en bonne et due forme pour le considérer comme exemplaire.

Les coups, jusqu'au Chili en 1973, ont été des récepteurs de l'État comme acteur, espace géopolitique, où la population civile était un objectif politique et militaire. Le subversif pouvait être toute personne. Il était camouflé dans la famille, l'école, le travail. C' étaient des femmes, des jeunes, des hommes, des mères, des sportifs, des étudiants, des paysans, des ouvriers, des col blanc, des intellectuels, des artistes, etcetera. Les milliers d'assassinats présentent cette dimension de la guerre mondiale contre la subversion communiste. Les dictatures d'hier ont été connues comme des régimes bureaucratiques-autoritaires.

Les coups d'État d'hier et d'aujourd'hui en Amérique Latine

Aujourd'hui en 2016, le coup d'État au Brésil, ne compte pas avec la présence des forces armées. Les chars blindés ne sortent pas, ni sont bombardés des palais de gouvernement. La nouvelle droite préfère recourir aux pouvoirs Législatifs et Judiciaires. C'est un vol plus propre, sans trop de dommages collatéraux. Mais ne nous trompons pas, ce fut toujours une option, simplement ils n'ont pas pu la pratiquer. Aujourd'hui oui, elle est viable.

En Amérique Latine, la droite n'a jamais atteint les votes nécessaires pour contrôler le parlement avec une majorité suffisante et mettre en marche un procès politique. C'était le cas du Chili. En mars 1973 des élections législatives ont eu lieu ; l'Unité Populaire a obtenu 44 pour cent des votes, loin des 2/3 nécessaires pour renverser institutionnellement le président Salvador Allende. Tout au plus, ils ont réussi à émettre des appels au coup d'État auprès des forces armées, légitimant leur comportement. C'est arrivé au Brésil en 1964 et en Uruguay en 1973.

L'entrée en scène des gouvernements populaires et des dits progressistes, à partir du triomphe de Hugo Chávez au Venezuela (1998), a lancé les alarmes. Ont suivi la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay, Kirchner en Argentine, Lula au Brésil, le Frente Amplio en Uruguay, en ajoutant les sandinistes au Nicaragua, le Front Farabundo Martí au Salvador et Manuel Zelaya au Honduras. La carte néolibérale se fendillait. Certains ont prévu à la fin du XXe siècle l'émergence de projets anticapitalistes et contre le néolibéralisme. Le coup d'État manqué au Venezuela, en 2002, a supposé le retour du coup d'État comme dispositif politique.

Le triomphe politique et économique du néolibéralisme, considéré irréversible, avait mis de côté les coups d'État. Pourquoi agiter son fantôme ? Tandis qu'il n'y a pas eu d'alternatives, la droite n'en a pas fait usage. Aujourd'hui ils se montrent indispensables pour récupérer l'espace perdu. Le Brésil marque le chemin, comme il l'a fait en 1964. En finir avec le gouvernement démocratique est son objectif, et inverser les politiques sociales, de là c'est un vrai coup d'État.

Marcos Roitman Rosenmann* pour [La Jornada](#)

[La Jornada](#). Mexique, le 8 septembre 2016.

* **Marcos Roitman Rosenmann** est un universitaire, sociologue, analyste politique et essayiste chilien né à Santiago du Chili, en 1955. Depuis 1974, il habite en Espagne. Docteur en sciences politiques et sociologie de l'Universidad Complutense de Madrid, il est professeur titulaire de Structure Sociale de l'Amérique Latine, Structure Sociale Contemporaine et Structure Sociale de l'Espagne à Faculté de sciences politiques et sociologie de la Universidad Complutense de Madrid.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.